

REQU LE 18 NOV. 2009

Direction Générale des Services Départementaux

[REDACTED]

Bordeaux, le 16 NOV. 2009

[REDACTED]

Je fais procéder à l'étude de ce dossier par mes services qui prendront, si besoin, contact avec vous pour tout élément complémentaire nécessaire à son étude.

Il est de ma responsabilité de vous confirmer la dégradation très sensible des finances départementales, du fait d'un « effet de ciseau » entre une baisse très importante des recettes, droits de mutation notamment (moins 45 millions d'euros) et l'augmentation mécanique des dépenses sociales (RMI, RSA, etc...). A cette conséquence directe de la crise s'ajoute le coût hors compensation des transferts de compétences et de charges de l'Etat, estimé fin 2008 à 148 millions d'euros pour notre Département.

Par ailleurs, l'incertitude que font peser sur l'avenir de nos missions et de nos finances les projets de Réforme des Collectivités Locales et de la taxe professionnelle rend toute anticipation budgétaire particulièrement hasardeuse.

Bien évidemment, j'entends rester particulièrement attentif aux dimensions essentielles de solidarité sociale et de solidarité territoriale, qui resteront le socle de ma politique départementale.

Mais, dans ce contexte particulier, je me dois de vous recommander, afin de vous éviter d'inconfortables porte à faux au sein de votre assemblée, de ne pas inscrire en recette dans votre budget, des subventions départementales non acquises.

Assuré de votre compréhension de ces dispositions que j'espère provisoire, dans un contexte d'incertitudes et de tensions budgétaires que nous partageons tous,

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes sentiments distingués et toujours dévoués.

Le Président du Conseil Général,

M/le Président
Le Directeur Général
des Services Départementaux

Gérard MARTY